

# BRÈVES SECTORIELLES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Période du 6 au 17 juin 2026

## Energie-climat

### L'Écosse atteint 50% de réductions d'émissions quand l'Irlande du Nord reste en dessous des 30%

Avec 39 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (MtCO<sub>2</sub>e), la masse de gaz émis en 2024 en Écosse est 50.5% en dessous de celle émise en 1990. Les statistiques officielles montrent notamment que trois quarts de la baisse entre 2023 et 2024 provient du secteur industriel.

Avec 18.4 MtCO<sub>2</sub>e, l'Irlande du Nord reste la nation britannique la moins engagée dans la transition écologique, loin derrière le pays de Galles (44%) et l'Angleterre (55%).

### Le Royaume-Uni et le Japon signent un accord renforçant les investissements croisés dans le secteur de l'énergie

Le 14 juin, le Premier ministre britannique Keir Starmer a rencontré la Première ministre japonaise Sanae Takaichi à Londres afin de renforcer les relations commerciales et d'investissement entre le Royaume-Uni et le Japon. Les deux pays ont annoncé [un ensemble d'investissements et d'accords](#) susceptibles de générer plus de 18 Md£ dans les deux économies et de créer des dizaines de milliers d'emplois.

Les annonces portent notamment sur des investissements japonais dans les infrastructures et les énergies renouvelables (signature d'un *Off-shore Wind Compact* en partenariat avec Great British Energy sur développement de l'éolien offshore au Royaume-Uni avec jusqu'à

9 Mds£ d'investissements japonais ; développement de fermes éoliennes flottantes de 5.9 GW de capacité ; investissements de Hitachi Energy dans un centre d'excellence à Glasgow amenant 100 nouveaux emplois qualifiés, et investissement de 18 M£ dans une usine à Stafford).

Ont aussi été annoncés des partenariats britanniques au Japon avec Rolls-Royce et les laboratoires et régulateurs des deux pays qui se sont associés pour travailler sur un nouveau type de réacteur nucléaire, ainsi qu'une coopération en matière de décommissionnement de sites nucléaires par robotique.

### **Un consortium annonce le projet de la plus grande centrale de captation direct du carbone de l'air.**

Un groupe d'entreprises de la clean tech viennent de créer une coentreprise *Union DAC* ayant pour objectif de capter 60 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an dans le Teesside. Cette centrale de captage s'intègre dans le pôle de décarbonisation du Teesside, et enverra le CO<sub>2</sub> capté se faire enfouir sous forme liquide profondément dans le fond rocheux de la mer du Nord, à plus de 100 km des côtes.

La centrale devrait commencer ses activités en 2032, avec pour objectif de vendre des crédits carbone pour le CO<sub>2</sub> capté de l'air.

## **Environnement**

### **Une aide aux petits commerces pour installer des bornes de collecte pour le recyclage**

Exchange For Change, l'organisation de recyclage de l'industrie, a annoncé 60 M£ pour les petits commerces dans le cadre du Deposit Return Scheme (DRS) qui entrera en vigueur en octobre 2027. Cette loi visant à augmenter le taux de recyclage obligera les commerces à facturer une faible caution sur les canettes et bouteilles, récupérable en recyclant dans des bornes dédiées.

Face au coût des machines, le gouvernement a exempté les commerces urbains de moins de 100 m<sup>2</sup> de l'obligation, et autorisera des exemptions sur demande pour les commerces de moins de 200m<sup>2</sup>.

Les candidatures pour bénéficier de cette aide ouvriront bientôt, et permettront à 10 000 petits commerces indépendants de souscrire à un prêt gratuit de 6 000 £ pour installer les machines.

## Industrie

### La loi de nationalisation de l'industrie sidérurgique britannique progresse au Parlement

Le Steel Industry (Nationalisation) Bill, annoncé dans le King's Speech du 13 mai et présenté au Parlement le lendemain, poursuit son chemin parlementaire. Après avoir été examiné et approuvé par la Chambre des Communes, le texte est désormais étudié à la chambre des Lords, où il est actuellement en deuxième lecture.

Le texte ne prévoit pas de nationalisation immédiate, mais introduit un cadre législatif permettant au gouvernement de nationaliser les actifs de l'industrie sidérurgique, à la suite d'un test d'intérêt général et contre le versement d'une compensation déterminée de façon indépendante.

Cette mesure prend place dans le cadre des réflexions sur le futur de l'aciérie de British Steel à Scunthorpe, dont le gouvernement a pris le contrôle en 2025 mais qui appartient toujours au groupe chinois Jingye (cf. [brèves sectorielles n°16](#) du service économique).

### Le ministre des Armées John Healey démissionne pour protester contre les choix budgétaires du Defense Investment Plan

Le ministre des armées britanniques John Healey a démissionné du gouvernement britannique dans le cadre d'un désaccord avec le Trésor britannique sur le document de programmation des investissements de défense, le *Defense Investment Plan*.

Attendu depuis l'été 2025, la publication du DIP a été à plusieurs reprises retardée en raison d'un écart de 18Md£ entre les dépenses envisagées et les financements disponibles. Le ministre des armées a insisté sur le maintien d'une trajectoire budgétaire permettant d'atteindre 3% du PIB en dépenses militaires, mais le Trésor britannique n'a concédé qu'une partie des financements demandés,

au prix d'efforts budgétaires demandés aux autres ministères, notamment à ceux des Transports et de l'Énergie.

A la suite de départ de John Healey, Dan Jarvis a été nommé ministre des Armées, et pourrait, selon le [Guardian](#), chercher à sortir de l'impasse en renonçant à certains projets prévus dans le Defence Investment Plan. La publication du document, attendue cette semaine, a à nouveau été repoussée à juillet.

## **Le Royaume-Uni et l'Ukraine signent un protocole d'accord sur les métaux critiques**

A l'occasion d'une rencontre à Londres prévue dans le cadre du « 100 Year Partnership », le Royaume-Uni et l'Ukraine ont signé le 2 juin un protocole d'accord pour renforcer leur coopération scientifique et soutenir le développement des ressources minérales critiques ukrainiennes.

En pratique, cet accord renforce notamment les coopérations techniques entre les instituts géologiques des deux pays, à travers des projets de transformation numérique et de renforcement des capacités institutionnelles et de recherche.

L'accord coïncide aussi avec la présentation de la nouvelle stratégie ukrainienne sur les minéraux critiques, dont le Royaume-Uni a soutenu la préparation.

## **Le laboratoire britannique GSK acquiert la biotech Nuvalent pour 10,6 Md\$**

Le groupe pharmaceutique GlaxoSmithKline (GSK) a annoncé le rachat de l'entreprise Nuvalent pour 10,6 Md\$, sa plus grosse acquisition à ce jour, afin de renforcer fortement son portefeuille en oncologie. L'opération permet à GSK d'acquérir deux traitements de nouvelle génération, zidesamtinib et neladalkib, qui ciblent le cancer du poumon et sont attendus sur le marché en fin d'année si la FDA les approuve.

Nuvalent, une biotech fondée à Boston en 2017 et cotée au Nasdaq depuis 2021, devrait apporter à GSK un levier immédiat de croissance, avec des premiers effets sur les bénéfices attendus à partir de 2027. En janvier, GSK avait déjà acheté RAPT pour 2,2 Md\$. Nommé à la tête du groupe en septembre 2025, le PDG Luke Miels

poursuit ainsi la montée en puissance de GSK dans l'oncologie, une orientation initiée sous sa prédécesseur Emma Walmsley.

## **Le britannique Rolls-Royce remporte un troisième contrat de SMR en Europe**

Le groupe britannique Rolls-Royce a remporté un contrat majeur en Suède pour fournir des petits réacteurs nucléaires modulaires (*Small Modular Reactors – SMR*), et renforce ainsi sa position sur ce marché européen naissant. L'appel d'offres opposait Rolls-Royce SMR à GE Vernova Hitachi (Etats-Unis/Japon) pour la construction de trois réacteurs de 470 MW chacun. Selon le [Financial Times](#), ce choix illustre également la volonté suédoise de se protéger d'éventuels risques géopolitiques, alors que les SMR de Rolls-Royce devraient être fabriqués au Royaume-Uni et en République tchèque.

Il s'agit du troisième grand contrat remporté par l'industriel britannique dans les SMR, après des succès au Royaume-Uni et en République tchèque. Le ministre du Commerce et des Affaires Peter Kyle a salué cette avancée comme une confirmation du rôle central du Royaume-Uni dans la « renaissance nucléaire » européenne.

# **Transport**

## **Le gouvernement publie sa troisième stratégie pour les mobilités actives, dotée de 4,5Md£ de financement**

La ministre des Transports Heidi Alexander a présenté la troisième stratégie britannique pour les mobilités actives, dans laquelle le gouvernement britannique adopte un objectif de 60% des déplacements vers l'école en Angleterre réalisés à vélo ou à pied d'ici 2035. L'objectif plus large est aussi que 55% des trajets courts dans les villes et les bourgs soient réalisés à pied, à vélo ou en fauteuil roulant, et qu'un réseau national de marche et de cyclisme soit accessible sur les applications de cartographie d'ici cinq ans.

Doté de 4,5 Md£, le plan prévoit la création de 5 000 itinéraires de marche et de vélo, ainsi que 10 000 traversées plus sûres d'ici 2030. Le ministère des Transports veut aussi consacrer 135M£ à des programmes d'apprentissage de la marche et du vélo pour les

enfants, ainsi qu'à l'aide aux écoles pour élaborer des plans de déplacement.

Le gouvernement a notamment mis en avant l'impact positif de cette mesure sur la santé publique, avec une réduction anticipée de 4,4M de jours d'arrêt maladie en cas d'atteinte des objectifs.

D'après les données officielles les plus récentes, 47% des enfants de 5 à 16 ans se rendaient déjà habituellement à l'école à pied ou à vélo en 2023.

## **Le groupe Getlink menace d'engager une procédure judiciaire sur la fiscalité britannique du tunnel sous la Manche**

Le groupe Getlink, propriétaire et exploitant via sa filiale Eurotunnel du tunnel sous la Manche, a annoncé qu'il engagerait une procédure judiciaire à l'encontre du gouvernement britannique si un accord sur la hausse de la fiscalité foncière de l'entreprise au Royaume-Uni n'est pas trouvé avec les autorités.

Dans le cadre de la revalorisation triennale des bases taxables des *business rates* (impôt foncier des entreprises), l'assiette sur laquelle est calculé l'imposition de Getlink devrait être triplé, ce qui a conduit Getlink annoncer un gel de ses investissements au Royaume-Uni à l'automne 2025.

Getlink, qui opère également les services du Shuttle, a évoqué une mesure opaque, et a annoncé qu'il contesterait la décision à travers le dispositif interne du Valuation Office Agency (VOA - l'agence chargée de l'évaluation des valeurs foncières) puis, en cas de besoin, à travers le processus d'arbitrage prévu dans le cadre du contrat de concession tripartite entre la France, le Royaume-Uni et l'opérateur du Tunnel.

En février, après l'annonce par Getlink du gel d'un projet d'investissement dans le dépôt de fret de Barking, le gouvernement britannique avait annoncé la nationalisation de l'infrastructure par Network Rail et un programme de modernisation de 15M£.

## La politique de réservation de places de Ryanair mise en cause par l'autorité de la concurrence

Le régulateur britannique de la concurrence (*Competition and Markets Authority* - CMA) a ouvert une enquête sur Ryanair pour vérifier si la compagnie enfreint le droit de la consommation en faisant payer des parents pour s'asseoir à côté de leurs enfants. Le problème concerne la politique de "*mandatory family seat*", qui oblige les parents à réserver un siège à côté de leur enfant âgé de 2 à 11 ans, tout en les faisant payer pour ce siège (8£ en moyenne). Selon la CMA, Ryanair est la seule compagnie opérant au départ du Royaume-Uni à avoir mis en place cette pratique.

Le régulateur examinera d'une part si cette charge constitue une clause contractuelle injuste ; et d'autre part, si le prix est présenté de manière trompeuse dans le parcours de réservation (drip pricing).

A la suite du *Digital Markets, Competition and Consumers Act* de 2024, la CMA dispose désormais de nouveaux pouvoirs : elle peut constater elle-même une violation du droit de la consommation sans phase judiciaire et infliger des amendes allant jusqu'à 10% du chiffre d'affaires mondial d'une entreprise.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

[pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr), [karine.maillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:karine.maillard@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie), Martin Meilland, Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)